

Tout développement régional dans le tiers-monde implique la prise en compte des spécificités sous-régionales et des programmes d'actions intégrées : le cas du Katanga (Congo)

Mbengele-Ming BUSHABU

Résumé

Cet article montre que les régions géo-économiques intégrées constituent la base de tout développement régional, particulièrement dans les pays en développement. Nous introduisons d'abord notre étude par présenter la Région du Katanga. Nous analysons ensuite les caractéristiques fondamentales de ses différentes sous-régions, avant de proposer quelques actions concrètes en vue de l'intégration du système régional katangais.

Mots-clés

développement régional, programmes d'actions intégrées, pays en développement, sous-région, Katanga

Summary

This paper shows that the integrated geo-economic regions are the basis for any regional development, specially within the developing countries. One will start with a presentation of both the Katanga Region and its sub-regions. Afterwards, some concrete actions will be proposed in order to achieve the integration of the Katanga regional system.

Keywords

regional development, integrated action programme, developing countries, sub-region, Katanga

INTRODUCTION

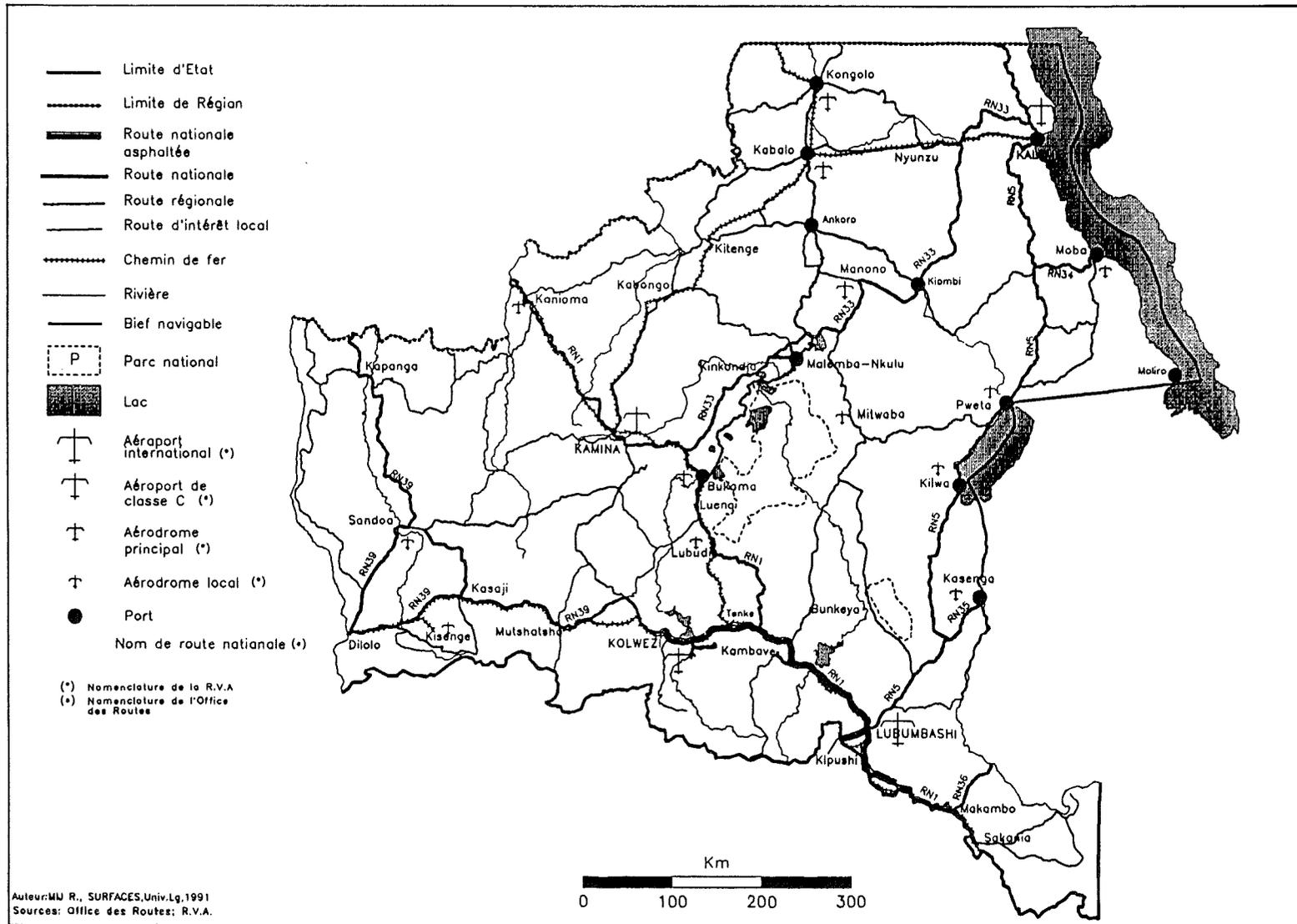
Le Katanga (ex-Shaba), situé au Sud du Congo (ex-Zaïre), est une des onze Régions du pays. Il recouvre près de 496 877 km² (21,2 % du territoire national) et abritait 4 364 548 habitants au dernier recensement de 1984, soit 14,5 % de la population du pays. Pour 1998, une projection de l'Institut National de la Statistique (1994) avançait le chiffre de 6 832 000 habitants, soit une augmentation probable de quelque 57 % en 14 ans. Dans la suite, force sera de se référer au recensement de 1984 qui est la seule source fiable, en dehors d'estimations ponctuelles qui seront aussi mentionnées pour les années ultérieures.

Pour concrétiser ce vaste espace (16 fois la Belgique), quelques composantes de base des organisations spatiales méritent d'être analysées, à savoir le milieu physique, le milieu humain et les transports.

En ce qui concerne le milieu physique, deux ensembles, l'un au Nord et l'autre au Sud, peuvent être individualisés. Au Nord, c'est une plaine au climat en général tropical dont la durée de la saison sèche est d'environ cinq mois. La formation végétale dominante est la savane à acacia. Le Sud, par contre, avec une végétation de savane boisée à branchystégia (la forêt claire), est dominé par de hauts plateaux faits de massifs d'altitude supérieure à 1 000 mètres coupés de profondes dépressions.

La position en latitude du Katanga (entre 6° et 13° Sud) lui confère ainsi un climat à deux saisons très marquées. Ce facteur climatique est déterminant pour le développement des activités agricoles. L'allure générale du relief, assez schématique, montre que l'altitude de 1 000 mètres peut être considérée comme une limite de premier ordre qui permet de diviser le Katanga en deux régions distinctes : le Katanga des hauts plateaux qui se déroule du Sud au Sud-Est et à l'Est du territoire et le Katanga des flancs de la cuvette congolaise qui se développe au Nord-Ouest. Ce milieu physique est envisagé ici avant tout en fonction de

Figure 1 : Les voies de communication



ses aptitudes aux communications qui sont le support essentiel de toute vie urbaine (L. De Saint-Moulin, 1992).

Sur le plan humain, facteur moteur de tout développement, la première caractéristique du Katanga est la faible densité de sa population dont la moyenne régionale était de 8,8 habitants/km² en 1984. D'une façon générale, le Nord du Katanga correspond aux zones les plus peuplées en raison d'un milieu naturel plus favorable, comparativement aux hauts plateaux secs du Sud-Katanga pratiquement vides. Si, dans l'ensemble, le Sud-Katanga est une contrée aux faibles densités humaines, il concentre pourtant le quart de la population totale du Katanga. Les îlots de densités les plus fortes correspondent aux villes minières de Lubumbashi (727,3 habitants/km²), Likasi (827,5) et Kolwezi (1 129,3).

Le réseau des transports, d'une façon générale, joue un rôle important dans la structure de l'espace. Au Katanga, les divers aspects des transports sont intimement liés à l'état des voies de communication des régions desservies. En effet, le réseau des transports katangais est inégalement important et la desserte n'est pas efficace partout (Fig. 1). Si nous pouvons parler de l'intégration de ce réseau, c'est dans le Sud-Katanga que la situation semble favorable en raison de ses activités économiques. Dans l'ensemble, compte tenu du caractère lent et aléatoire des transports routiers, aériens et des voies d'eau, ce sont les transports ferroviaires qui ont encore pour effet de raccorder plus étroitement les centres urbains. Ils entraînent un accroissement du rôle des centres ferroviaires au détriment des centres situés à l'intérieur.

I. LES RÉGIONS GÉO-ÉCONOMIQUES DE DÉVELOPPEMENT

L'espace katangais est divers par les activités (minières et agricoles) qu'il porte. Celles-ci sont en grande partie à l'origine de la mosaïque de régions homogènes de peuplement et de forces productrices différentes. Afin de ne pas disperser les efforts et d'utiliser au mieux des ressources disponibles, quatre régions géographiques ont été délimitées. Elles sont le résultat d'une confrontation des éléments physiques et des ressources économiques et humaines du Katanga. Il s'agit de la région du Sud-Est, de

la région du Nord-Katanga, de la région du Katanga central et de la région du Sud-Ouest (Fig. 2).

Cette perspective pour la régionalisation de l'espace katangais cadre avec les objectifs de la géographie régionale qui étudie depuis longtemps "les relations locales entre les trames spatiales et leur organisation géométrique ou structurelle en régions" (P. Dumolard, 1975). Il est prouvé que le développement d'un pays passe par une organisation optimale de son espace naturel en "régions" car le choix d'un tel cadre pour une étude de géographie économique suppose une certaine homogénéité de l'ensemble et une prédominance des facteurs d'unité dans les différents aspects du milieu physique, dans la répartition des populations et dans la résolution des problèmes de production et de développement.

A. La région du Sud-Est

C'est la région qui, sur le plan administratif, regroupe les Sous-Régions de Lubumbashi, de Likasi, du Haut-Katanga et de Kolwezi. Elle englobe en son sein un sous-espace appelé "Katanga méridional", expression fréquemment utilisée par les géographes et les géologues qui travaillent sur le Katanga et qui se définit, sur le plan physique, comme étant "un plateau s'étirant depuis la crête de partage des eaux entre le bassin du Congo et celui du Zambèze et s'abaissant vers le Nord et vers l'Est" (K. Makabu, 1989, p. 19). On parle aussi du "Haut-Katanga industriel" mais, dans ce cas précis, la région correspond à l'espace polarisé par les villes minières et industrielles de Lubumbashi, de Likasi et de Kolwezi (M.-M. Bushabu, 1992). Ces villes organisent autour d'elles un espace dont "les flux correspondent aux relations qu'elles entretiennent, d'une part, avec les petits centres miniers de la région (Musoshi, Kakanda, Tshinsenda) et, d'autre part, avec le poste frontalier de Kasumbalesa et, enfin, avec les centres de pêche du Luapula et du lac de retenue de la Lufira" (J.-R. Sortia, 1978).

La région du Sud-Est (173 707 km², soit 34,9 % de la superficie du Katanga ; 1 914 992 habitants en 1984, 43,9 % de la population du Katanga : tableau 1), organisée par la Capitale régionale (Lubumbashi), est celle qui s'individualise le plus fortement dans le Katanga et son importance toute particulière s'impose à plusieurs égards.

Figure 2 : Le découpage administratif

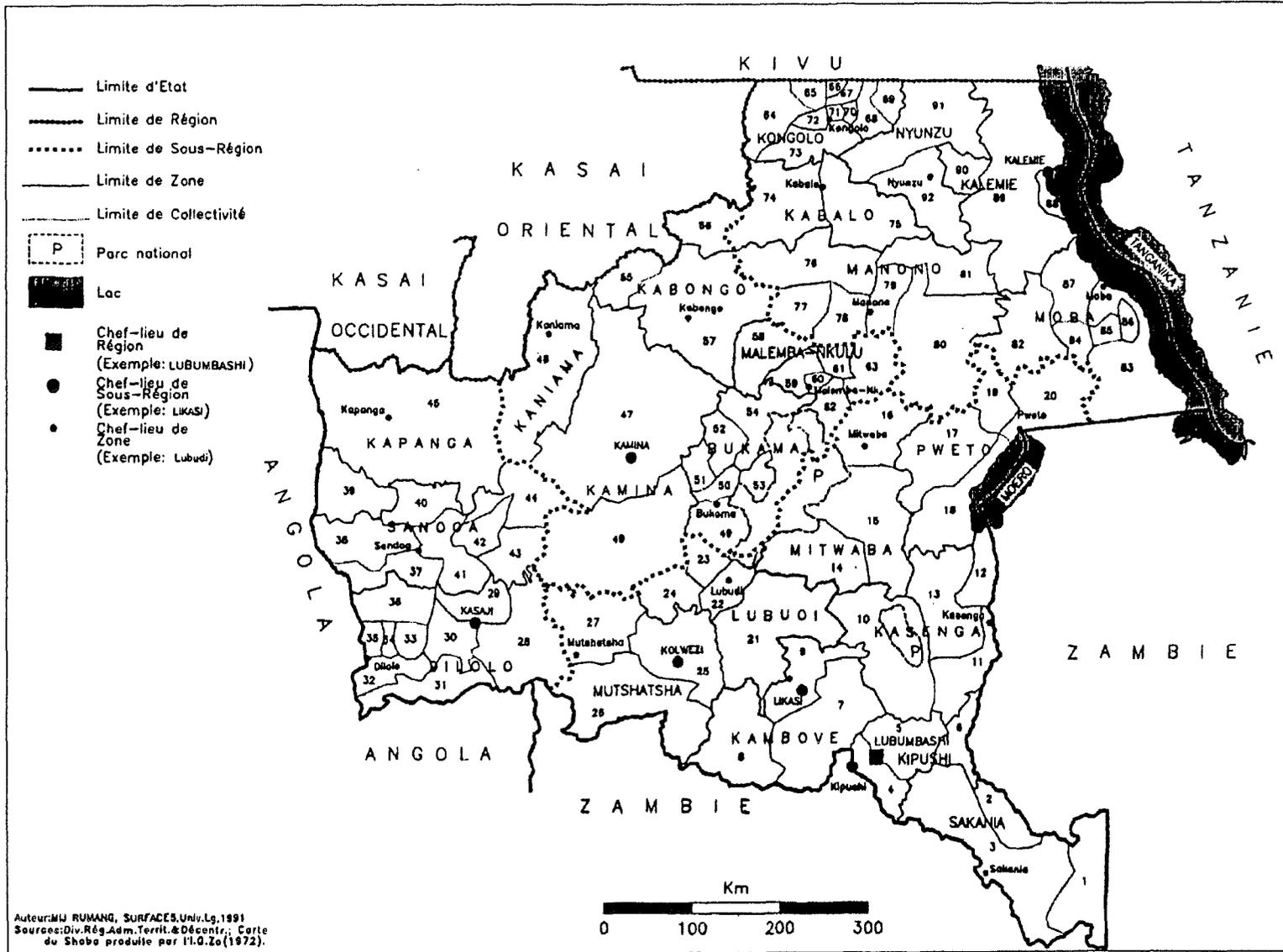


Tableau 1
Comparaison de quelques caractéristiques des régions géographiques du Katanga (Congo)

	Le Sud-Est	Le Nord Katanga	Le Katanga Central	Le Sud-Ouest
Population totale (1984)	1 914 992	973 032	1 106 395	370 129
(%)	(43,9)	(22,3)	(25,3)	(8,5)
Superficie (km ²)	173 707	134 940	108 204	80 026
(%)	(34,9)	(27,2)	(21,8)	(16,1)
Densité (hab./km ²)	11,0	7,2	10,2	4,6
Population active (1987)				
- industrielle	53 654	4 025	1 005	588
(%)	(90,5)	(6,8)	(1,7)	(1,0)
- tertiaire	60 773	9 574	13 098	2 899
(%)	(70,4)	(11,1)	(15,2)	(3,3)
Nombre de centres urbains (1987)				
- + de 500 000 habitants	1	0	0	0
- 100 000 - 500 000 habitants	2	1	1	0
- 50 000 - 100 000 habitants	1	0	0	0
- 25 000 - 50 000 habitants	1	1	0	0
- 10 000 - 25 000 habitants	6	3	5	4
- 5 000 - 10 000 habitants	8	1	5	2

Source : M.-M. Bushabu (1991).

C'est, en fait, dans son territoire qu'est localisé le domaine minier (l'arc cuprifère katangais : environ 320 km de long et 60 km de large) où l'activité extractive artisanale du cuivre pratiquée bien avant 1900 par les forgerons indigènes s'est constamment développée et améliorée grâce à la création de l'Union Minière du Haut-Katanga, aujourd'hui la Gécamines-Exploitation. Il faut aussi signaler les mines d'étain exploitées à Mitwaba par l'Entreprise Minière du Zaïre (EMZ) et les carrières ch calcaire de la Cimenterie du Katanga (CIMSHABA) à Lubudi.

Cette vue panoramique de la richesse minière du Sud-Est du Katanga, destinée exclusivement au marché extérieur, illustre ce qu'il est convenu d'appeler l'économie extravertie du Katanga, en particulier, et du Congo, en général. Dans l'ensemble, il apparaît que le Sud-Est constitue un pôle de développement au sens fort et plein du terme par son contrôle de décisions, par ses pouvoirs administratifs et cela d'autant plus qu'on y trouve le chef-lieu de la Région administrative, Lubumbashi, qui dispose de la totalité de la base financière nécessaire au développement.

Mais le Sud-Est offre aussi une double image de "développement" et de "sous-développement". La première correspond au domaine minier plus urbanisé (71,4 % de la population urbaine du Katanga) avec un semis de centres de taille différente (Tableau 1), plus industrialisé (90,5 % des emplois industriels du Katanga) et mieux structuré. Les réserves minérales et énergétiques qui pourraient couvrir tous les besoins de ce domaine constituent peut-être ses atouts majeurs. La seconde image se rapporte aux vastes espaces ruraux qui l'entourent, le plus souvent en marge et en retard économique et souffrant essentiellement des faibles densités humaines et surtout des difficultés de communication.

Nous pensons que la réalité dans cet ensemble régional, telle que nous la voyons, est moins simple : le Sud-Est ne possède pas encore de conscience régionale, ni de volonté générale de développement. Il s'agit, en fait, du danger d'une économie axée principalement sur le secteur minier. Ce secteur reste, dans l'immédiat, son meilleur atout économique mais les inquiétudes qu'il suscite, en cas de son déclin, trouvent leur fondement dans le contexte du schéma organique de l'aménagement du territoire qui se veut d'abord une prise de conscience de la question.

B. La région du Nord-Katanga

La région du Nord-Katanga constitue une région assez intéressante pour le géographe. Dénommée aussi "région du Tanganyika" à cause de la présence du lac Tanganyika qui constitue sa frontière orientale, elle a l'avantage de réunir à la fois des critères d'homogénéité (rôle prédominant de l'agriculture) et de polarisation par la ville de Kalemie, la seule ville régionale de plus de 100 000 habitants.

En effet, la situation de l'agriculture au Katanga fut longtemps réglementée pour servir les intérêts de l'économie coloniale. Dans le Nord-Katanga, en particulier, l'agriculture avait été encouragée à cause de la diversité de ses sols dont la structure peut être amenée progressivement à une productivité végétale abondante, tant vivrière qu'industrielle, de ses altitudes, ses climats et ses contingences locales favorables (C. Chambon et M. Alofs, 1958). L'agriculture qui fut l'objet des programmes agricoles (L. de Saint-Moulin, 1986), avait un double but : enrayer la disette dans les milieux ruraux et permettre aux agriculteurs de produire plus par la contrainte afin qu'ils livrent le surplus sur les marchés vivriers, non seulement pour alimenter la main-d'oeuvre industrielle du Sud-Katanga, mais aussi et surtout pour payer l'impôt de capitation ou supplémentaire et remplir les Caisses Administratives des Circonscriptions Indigènes (CACI). Ce qui permettait à l'agriculteur de participer à l'autofinancement de la Colonie, au développement de l'infrastructure et de l'industrie (B. Jewsiewicki, 1972).

Les activités agricoles sont orientées prioritairement vers les céréales (maïs, riz), l'arachide et le haricot. Le maïs qui fournit la base alimentaire des populations katangaises, est concentré dans les Zones de Kongolo (39,4 % du total de la production du Nord-Katanga en 1987) et de Nyunzu (30,0 %). Dans l'ensemble, la production du Nord-Katanga représentait environ 42 % du total de celle du Katanga (978 934 tonnes en 1987). Les autres produits cultivés dans la région sont la pomme de terre, le manioc, le café, l'huile de palme (qui était autrefois un des principaux produits d'exportation du Congo : J. Jonniaux, 1959) et le coton. Mais la production des cultures commerciales (café, huile de palme, coton) a souffert des mêmes difficultés que celle des produits vivriers (dégradation progressive des transports et de la distribution). Ces difficultés du début des années 60 ont été aggravées par les mesures de "zaïrianisation" (1974), étant donné que la production des cultures commerciales provenait, dans une large mesure, des grandes fermes et plantations possédées par des Européens.

Signalons que c'est dans cette région du Nord-Katanga que la culture du coton fut introduite pour la première fois au Katanga. Son développement a été influencé par "Le programme de paysannat" après la seconde guerre mondiale (S. Mayembe, 1977). Elle a favorisé la création des trois plus importantes usines textiles du Katanga : une à Kalemie (FILTISAF) et deux à Lubumbashi (SOLBENA et AMATO-FRERES). Bien qu'en recul depuis 1978, la promotion de cette culture de coton nécessite des mesures protectionnistes afin de favoriser, par des limites à l'exportation, les industries textiles qui sont en concurrence directe avec les usines sophistiquées d'Europe ou du Sud-Est asiatique.

Deux autres productions économiques du Nord-Katanga sont la pêche (pratiquée surtout sur le lac Tanganyika) et l'élevage bovin. Les pêcheries tournent autour de deux centres, Kalemie et Moba, ports de pêche à partir desquels partent, par rail, par route ou par avion, des poissons destinés à la consommation des populations urbaines de Lubumbashi, Likasi et Kolwezi (M.T. Lootens-de Muynk et N. Nganzi, 1980, p. 28). L'élevage bovin est un élevage de gros bétail de type ranching (ranch de Muhila : 111 692 hectares). Il est le plus important du Katanga avec 42 743 têtes, soit 39,3 % du total du Katanga (ONDE, Rapport annuel 1985). Ce bétail est élevé surtout pour la boucherie afin de fournir en viande les villes minières du Sud-Katanga et les autres centres urbains de la Région. Il s'est développé dans la région montagneuse du Nord-Est (dans la zone de Moba) à cause de l'altitude et de la présence de la savane. Ici, l'herbe est abondante, le sous-sol perméable, les sources nombreuses et l'écoulement des eaux de pluie se fait facilement. Comme on peut le constater, le Nord-Katanga, avec une superficie de 134 940 km² (27,2 % du Katanga) et une population de 973 032 habitants (22,3 %), est une région essentiellement agro-pastorale. Dans ce secteur économique, les chances de développement subsistent à condition que se réalisent la possibilité de vente des récoltes à des prix qui reflètent leurs coûts et l'amélioration des systèmes de distribution des produits agricoles nécessaires pour motiver les producteurs.

Le sous-sol, par contre, s'est révélé assez pauvre en matières premières minières, à l'exception de l'étain exploité par la société ZAIRETAIN et qui fut la raison d'être initiale de la ville minière de Manono (E. Claays et al., 1950; J.C. Bruneau et K. Mukalayi, 1982), du charbon (à Makala) et du calcaire (à Kabimba). Ce secteur minier, dans la conjoncture économique actuelle du Congo, occupe une place modeste car les conditions de son développement sont très limitatives : manque de devises pour l'achat des pièces de rechange et coût élevé des transports et de l'énergie grevant lourdement les prix de

revient. Le problème d'approvisionnement en énergie ne permet pas les éventuelles créations industrielles car les deux centrales hydroélectriques (à Bendera et à Pianamwanga) ne représentent qu'une puissance totale de 46 200 kilowatts, soit 9 % du total régional. La mise à la disposition du Nord-Katanga de moyens adéquats pour son développement et, en particulier dans le domaine agricole, est plus qu'une nécessité impérieuse. Cela lui permettra non seulement de répondre aux attentes des populations rurales de la région en y faisant intervenir ce que J.F. Troin (1981), cité par G. Courade et M. Bruneau (1984, p. 24), appelle "les vecteurs de la pénétration urbaine" qui précèdent, accompagnent ou suivent le développement agricole, mais également de rendre effective une forme de coopération interrégionale propice au développement du Katanga tout entier.

C. Le Katanga central

Cet ensemble régional (108 204 km²; 1 106 395 habitants en 1984 : voir tableau 1) s'organise autour des villes de Kamina (154 625 habitants), Malemba-Nkulu (16 765), Kaniama (16 541) et Bukama (13 655). Dans cette région composée d'une population à dominante "luba-shaba", les systèmes de production économique présentent de nombreux traits communs avec ceux de la région du Nord-Katanga. En dépit de quelques petites différences (sur le plan minier), trois modes d'activités peuvent être décelés, à savoir la culture vivrière, l'élevage et la pêche.

La culture vivrière demeure toujours une activité traditionnelle des populations autochtones tournées vers leur autosubsistance. Les principaux produits sont le maïs, le manioc, l'arachide, le haricot, la banane, etc. Le maïs, aliment de base de la population katangaise, fait l'objet d'une culture mécanisée à Kaniama-Kasese (depuis 1986) par la Gécamines-Développement. Un élevage en ranching de production de lait et de viande y est également pratiqué (D. Kambi, 1981), de même que la culture mécanisée de tabac (par la société TABAZAIRE) destinée principalement à une fabrique des cigarettes qui utilise près de la moitié du tabac local. Cette participation des entreprises agro-industrielles au développement du secteur agricole a pour impact notamment de contribuer au revenu numéraire des autochtones et à l'aménagement de l'infrastructure routière.

Le second mode d'activité est l'élevage. Si l'élevage du petit bétail (chèvres, poules, etc.) est commun chez les indigènes de la région, le développement d'importants élevages de bovidés est, par contre, assuré par deux sociétés : la Compagnie des Grands Elevages de Katongola (Grelka : 35 400 têtes en 1985) et la

Compagnie Pastorale du Haut-Lomami à Kyabukwa (19 200 têtes) qui pratiquent un élevage bovin de gros bétail.

La pêche est, enfin, un autre mode d'activité traditionnelle des populations de la région du centre. A la différence de la pêche industrielle pratiquée à Kalemie (sur le lac Tanganyika) et à Dasenga (sur la Luapula), dans les zones de pêche du Lualaba, c'est la pêche artisanale qui prédomine. Les centres de pêche les plus importants sont Malemba-Nkulu, Mulongo, Kinkondja et Bukama. Le cas de Bukama, centre de commerce des poissons sur la ligne de chemin de fer Lubumbashi-Kamina, est particulier (M.T. Lootens-de Muynck et M. Solotshi, 1981). Il exerce la fonction de collecte des produits de pêche de toute la vallée du Lualaba qu'il commercialise en dehors de la région, par train, vers les villes minières du Sud-Katanga et vers le Kasai. Cette fonction de drainage est d'autant plus forte que Bukama est le seul débouché navigable en tant que gare ferroviaire et terminus du bief navigable du fleuve Congo.

La région du Katanga central a donc une vocation agropastorale tandis que le secteur minier, à l'exception des charbonnages de Luena (en déclin), est quasiment absent.

D. Le Sud-Ouest

La région du Sud-Ouest, avec une population il 370 129 habitants en 1984 (8,5 % du Katanga), est la moins étendue de toutes : 80 026 km² (soit 16,1 % de la superficie du Katanga).

Dans cette région "lunda" (ethnie dominante), un élément essentiel intervenant dans le processus de développement régional et qui constitue son point d'appui manque : l'urbanisation. Ici, les centres urbains les plus importants, chefs-lieux de Sous-Région (Kasai) ou de Zone (Dilologare, Sandoa, Kapanga), ne dépassent pas plus de 15 000 habitants et aucun d'entre eux n'apparaît comme le pivot de l'espace intérieur et ne domine vraiment la Région. Kasaji (11 876 habitants), propulsé en avant depuis 1976 pour des raisons fondamentalement politiques (M.-M. Bushabu, 1991), n'a pas encore atteint, en une quinzaine d'années, le niveau de centre de gestion et de polarisation et se révèle incapable de jouer son rôle de métropole régionale. Dilolo-gare (14 931 habitants) a une influence spatiale remarquablement intense et vaste paradoxalement à sa situation excentrique à la frontière avec l'Angola. Il draine dans l'arrière-pays angolais tous les produits destinés au passage clandestin et au commerce de contrebande, surtout des marchandises manufacturées (lait en poudre, huile de table, produits de beauté, etc.). Il a trop lié son dynamisme à ce type de commerce illicite en

liaison directe, par voie ferrée, avec les villes minières (Lubumbashi, Likasi, Kolwezi) sans parvenir à organiser la vie de la région. Quant aux centres de Sandoa (13 706 habitants) et de Kapanga (13 345 habitants) situés dans un milieu rural pratiquement vide d'hommes et à l'écart de l'axe ferroviaire de grande circulation, ils connaissent depuis un peu plus d'une décennie une crise qui se manifeste tant au niveau économique qu'au niveau urbain et social.

Sur le plan économique, le seul dénominateur commun du Sud-Ouest est l'activité agricole, en dépit des gisements de manganèse (à Kisenga), la seule ressource minière de la région. La principale culture vivrière est le manioc : environ 45 % de la production du Katanga (Division Régionale de l'Agriculture, Rapport annuel, 1987) mais les plantations agricoles organisées n'existent plus par manque de crédits à allouer aux agriculteurs intéressés. Des tentatives de relance des paysannats agricoles ont vu le jour en 1981 avec la création de la COTOLU (La Cotonnaire du Lualaba) pour promouvoir la culture industrielle du coton, à Sandoa. D'autres actions agricoles sont entreprises, notamment la culture mécanisée du tabac (à Kisenga) par la TABAZAIRE, l'unique fabrique et cigarettier du Katanga installée à Lubumbashi, et l'élevage de ranch (à Kayembe-Mukulu) par l'ONDE. Un tel processus d'encadrement des entreprises agricoles et agro-industrielles est à encourager et pourrait aller de pair avec une stratégie consciente visant à susciter le développement des milieux ruraux.

En conclusion, nous pouvons constater que, dans cette région aux faibles densités humaines (4,6 habitants au km²), le facteur humain, véritable moteur de développement, manque. Le danger auquel cette région n'a pas échappé depuis 1960 est celui d'une attraction exercée par les grandes villes minières, responsables de l'atrophie du développement urbain et du faible niveau économique dans la région. À cette raison principale, il faut signaler tout récemment les conséquences des deux guerres du Katanga (en 1977 et 1978) qui y ont créé une espèce de vide par un exode rural massif. C'est donc un problème d'aménagement qui se pose et s'impose car il est bien certain que le facteur "humain" reste prépondérant dans la mesure où l'on s'accorde à admettre, dans les conditions de notre agriculture sous-développée, que les productions sont proportionnelles à la quantité de la main-d'oeuvre. Autrement dit, "les densités de population déterminent l'intensité de la marque de l'agriculture sur le paysage" (H. Beguin, 1960, p. 76).

II. QUELQUES ACTIONS DE DEVELOPPEMENT INTEGREES AU KATANGA

Beaucoup de travaux sur les pays du tiers-monde ont montré que, dans ces pays à économie encore fragile, des problèmes graves de dépendance vis-à-vis de l'extérieur se posent encore tant au niveau national que régional. En ce qui concerne le Katanga et, en particulier, ses centres miniers (Lubumbashi, Kolwezi, Likasi), cette dépendance est encore plus grave et remonte à une époque plus lointaine encore. En effet, Lubumbashi a non seulement été de tout temps tributaire des campagnes voisines mais elle a aussi toujours eu recours à des régions plus éloignées telles que le Kasai, voire à des pays voisins comme l'Angola. Ces propos sont tenus par Vandersmissen et De Preter qui insistaient dès 1950 sur la nécessité de développer les cultures vivrières au Katanga pour faire face au grave problème de ravitaillement de cette ville (K. Aloni, M. Bushabu et K. Tshibusu, 1980, p. 104).

Les différentes actions que nous proposons dans cette partie pour une intégration du système régional katangais ne recouvrent pas nécessairement toutes les interventions. Elle s'articule autour de la production notamment dans le secteur de l'agriculture et concernent le Projet Nord-Shaba (PNS), le Projet Shaba Central et le Projet Hinterland Minier du Shaba (PHMS), le nom "Shaba" étant maintenu ici pour ces projets puisqu'il était en vigueur à l'époque.

En ce qui concerne le PNS (Zaïre/USAID, 1977), son objet était d'encourager l'accroissement de la production de certaines cultures vivrières (maïs, manioc, riz) et commerciales (coton) nécessaires à l'industrie locale dans deux Zones rurales (Kongolo et Nyunsu). À l'instar d'autres grands projets agricoles initiés à travers le Congo tels que le CEDECO (Centre de Développement Communautaire) de Kimpese dans le Bas-Congo et le CEDERIM (Centre de Développement Rural Intégré de Mweka) dans le Kasai occidental, le PNS s'occupait également de la recherche et vulgarisation, de la mise au point et utilisation de techniques intermédiaires, de la création de groupements précoopératifs de cultivateurs et du développement de la commercialisation, du crédit et de l'infrastructure.

Déjà avant l'indépendance du Congo (1960), la région du Tanganyika avait joué un rôle important dans le ravitaillement des villes minières du Sud-Katanga en divers produits vivriers. Considérée comme "le grenier du Katanga", elle était concernée par les activités agricoles et devint une véritable périphérie intégrée et exploitée de la région. Le relevé des tonnages (x 1 000) de ces produits

du Tanganyika à destination du Haut-Katanga Industriel montre une augmentation nette de ses apports entre 1946 (4 205 tonnes) et 1948 (11 749) (A. Marissiaux, 1950, p. 39).

L'importance de ce projet n'était plus à démontrer. En effet, parmi les vingt-deux Zones rurales que compte le Katanga, les deux Zones de Kongolo et de Nyunzu encadrées par le projet avaient produit, à elles seules, en 1985, plus ou moins 100 000 tonnes de maïs, soit un peu plus du tiers de la production totale du Katanga (13 650 tonnes) et en avaient commercialisé 60 000 tonnes, soit près de la moitié de la quantité de maïs commercialisé dans la Région (124 600 tonnes : Division Régionale de l'Agriculture, Rapport annuel 1986, Lubumbashi).

D'une façon générale, la forte production agricole de maïs réalisée par le PNS avait assuré au Congo l'économie des devises. En effet, en ayant récolté, sur sept campagnes agricoles, une moyenne de 37 250 tonnes de maïs par an, le PNS avait contribué à l'allègement de la balance de paiement. Si le Congo avait dû importer des Etats-Unis d'Amérique la même quantité de maïs (37 520 tonnes par an) pour le même déficit alimentaire de la Région du Katanga, il aurait dû déboursier, de 1977 à 1985, 15 000 000 de dollars par an. Il a été démontré qu'un dollar investi au PNS faisait épargner au Congo 4,35 dollars à l'importation (Service de Documentation, 1985, Lubumbashi).

Reconnaître l'importance du PNS dans le domaine de la production agricole ne pouvait conduire à se désintéresser de l'organisation spatiale de l'ensemble de la Région : de nombreux problèmes, notamment de nature économique et sociale, n'ont pu être résolus. C'est ainsi, par exemple, qu'au niveau de base, dans les villages de production, les besoins essentiels des paysans (soins de santé primaires, scolarisation des enfants, etc.) restaient préoccupants. Cet aspect fondamental du développement rural avait été ignoré et a constitué entre autres une menace sociale évidente (M.K. Kazadi, 1983). En matière de techniques intermédiaires de production, les résultats n'étaient pas non plus une réussite. Hormis la houe et la machette qui servent habituellement à tous les travaux agricoles dans nos régions, aucun autre équipement agricole n'avait été utilisé. L'encadrement agricole n'était donc pas suffisamment spécialisé techniquement. De même, la formation professionnelle dispensée, malgré l'enthousiasme des cultivateurs locaux, n'a pas été encouragée.

En ce qui concerne le système d'évacuation des produits agricoles, l'accès sur le marché et la commercialisation

même de ces produits demeuraient un problème car la création des coopératives pour une vente en commun prévue par le projet s'était soldée par un échec (Lorenz Mess, 1981). Cet échec dans l'organisation du circuit commercial trouve son origine entre autres dans le principe du libéralisme économique appliqué au Congo (puisque plus de la moitié de la production commercialisée était vendue aux opérateurs économiques des Régions voisines du Kasai et du Kivu) mais aussi dans le mauvais état des pistes et des routes de desserte agricole nécessaires au transport des productions et qui irriguent et aménagent l'espace pour le rendre plus viable et plus productif. Vers la fin de l'année 1985, le PNS allait débiter sa phase de désinvestissement pour la partie extérieure (USAID). Mais, à l'approche du 30 septembre 1986, date à laquelle la partie congolaise aurait dû assurer la totalité du financement dudit projet, aucune structure fiable n'était encore mise au point pour assurer d'une manière durable les actions du PNS. Ce projet fut finalement abandonné sans avoir atteint ses objectifs.

Au cours de la même année, un autre projet est né : le projet "Shaba Central", communément appelé "Projet 105". Il va couvrir les Zones de Kongolo, Kabalo, Kabongo et la rive gauche du fleuve Congo, dans les Zones de Bukama et de Malemba-Nkulu. D'une durée de sept ans (1986-1992), ce projet visait également à éliminer la dépendance du Katanga (à l'époque dénommé Shaba) en denrées alimentaires de base, particulièrement le maïs et cela par l'augmentation de la production agricole. Les composantes majeures de ce projet étaient :

1. un programme de réhabilitation, avec le concours de l'Office des Routes, de l'axe routier principal Nord-Sud qui part de Kongolo-Kabongo-Malemba Nkulu-Bukama (Kinkondja, Kabondo-Dianda)-Luena, ainsi qu'un réseau de 1 000 km de routes de desserte agricole qui sera entretenu en sous-traitance par le service national de desserte des routes agricoles (SNDRA);
2. un projet de production et de distribution des semences adaptées aux conditions écoclimatiques des différents sites;
3. un système de vulgarisation agricole venant en appui aux institutions publiques telles que le Programme National Engrais (PNE) et le Programme National Maïs (PNM), capables d'assurer la distribution des intrants aptes à accroître la production agricole.

L'évaluation de la campagne agricole 1987 a confirmé l'éveil certain de la conscience agricole et loué les efforts de la production fournis par les paysans (Rapport général sur les Travaux de la Sème Conférence Agricole Régionale/Shaba, 1987).

Une "nouvelle politique" dont l'action était encouragée par le Plan Régional du Shaba consistait à favoriser l'agriculture dans l'hinterland des villes minières du Sud-Katanga, de la Zone de Sakania à la Zone de Mutshatsha. C'est ainsi que le Projet Hinterland Minier du Shaba (PHMS) va voir le jour en 1988. Il est financé conjointement par le Fond International de Développement Agricole (FIDA) et la Banque Mondiale. Ce financement servirait à accroître la production du maïs et à relancer la culture du manioc et du soja, à augmenter les revenus de petites et moyennes entreprises agricoles notamment dans la production et la commercialisation de produits vivriers, à améliorer des routes de desserte agricole et à s'occuper de la vulgarisation par le renforcement de l'encadrement des paysans (SNDR, Rapport annuel, 1988).

Signalons que, depuis la période coloniale, divers travaux agricoles ont été l'objet d'études dans l'hinterland minier par le Centre d'Etude des Programmes Socio-Économiques (CEPSE), l'Institut National d'Etude Agronomique au Congo (INEAC), la Fondation de l'Université de Liège pour les Recherches Agronomiques au Congo (FULREAC), etc. (J. Darcis, 1975; P. Bourguignon, M. Streel et J. Calembert, 1960). Dans cette région du cuivre supposée peu propice aux activités rurales plus productrices, l'économie rurale reste en général faible car elle était organisée en fonction des intérêts des sociétés minières notamment pour éviter la concurrence pour la main-d'oeuvre (L. Mottoule, 1946). C'est dans ce contexte que L. de Saint-Moulin (1986, p. 92) pense que "les centres miniers n'étaient dès lors nullement des pôles de développement dont l'action aurait pu s'étendre progressivement sur les régions environnantes ... Ils n'ont constitué que des îlots de salariés plus ou moins privilégiés. A l'échelon régional, ils ont plutôt été des pôles de sous-développement". Selon J.C. Bruneau (1986), "c'est dans le pourtour de ces centres miniers où les besoins de la population (notamment européenne) en produits frais imposèrent le développement de ceintures maraîchères et laitières et c'est sans grand succès (sans grande conviction ?) que le colonisateur avait essayé de promouvoir des activités rurales plus productrices".

Le phénomène de "domaines ruraux" de périphérie des grandes villes, très général en Afrique noire, apparaît comme un facteur intéressant d'évolution de l'agriculture, dans la mesure où ces domaines pourraient constituer de petits pôles de développement et des modèles pour les paysans des environs.

CONCLUSION

Si nous ne nous en tenons qu'à sa seule immensité (496 877 km²), la Région du Katanga exige, pour son

développement, une régionalisation. Sur base des caractéristiques physiques, humaines et économiques, elle a été subdivisée en quatre grandes régions géo-économiques, le but étant d'aboutir à un développement régional intégré dans le domaine de l'agriculture.

La région la plus complexe et la plus vaste est le Sud-Est dont le secteur minier est à l'origine de la mise en valeur. Mais il nous apparaît probable que son potentiel agricole se révélera le domaine le plus profitable et constituera l'apport le plus significatif de sa prospérité.

Les deux régions du Nord-Katanga et du Katanga central ont un riche passé dans le domaine de l'agriculture. Ici comme ailleurs (dans la région du Sud-Ouest), les problèmes de développement agricole étaient abordés sous le double aspect de la production et des échanges. Les systèmes économiques étaient orientés avant tout vers la satisfaction des besoins immédiats des populations et de l'industrie manufacturière ne laissant au domaine des échanges commerciaux que des excédents très aléatoires (P. Staner, 1955; F. Jurion et J. Henry, 1967). Mais "les désordres qui sont intervenus quelques temps après l'indépendance (1960), en accentuant l'exode rural et, par conséquent, la chute brutale de la production des milieux ruraux, ont pratiquement effacé les résultats encourageants obtenus pendant la dernière décennie coloniale" (K. Aloni, M. Bushabu et K. Tshibusu, 1980, p. 104).

Il demeure vrai néanmoins que les potentialités et possibilités offertes par le Katanga en cultures variées et en élevage sont énormes. Cependant, un bon nombre de problèmes constituent de sérieuses entraves au développement du secteur agricole. Des actions ont été menées visant l'accroissement de la production agricole mais celles-ci n'ont pas toujours abouti et se heurtent à des difficultés de tous ordres. Sans généraliser les expériences du développement agricole dans les pays tropicaux, on peut constater, avec D.M.M. Mashini (1989, p. 43), quelques tendances communes : "l'élément marquant est d'abord le caractère ponctuel et généralement limité dans le temps de ces expériences. Très souvent, pour ces raisons diverses, ce sont seulement quelques contrées qui, par chance (et d'aucuns diront par malchance), accueillent des expériences de développement, le reste des espaces ruraux nationaux continuant leur mise en valeur traditionnelle et paysanne. Les effets escomptés dans ces milieux-types ne peuvent donc pas générer un développement rural tropical à grande échelle. Ensuite, on l'a vu pour nombre d'expériences entreprises, en dépit des résultats généralement positifs, les opérations d'aménagement n'ont pas toujours été bénéfiques à toutes les couches socio-économiques de la population. Par-ci par-là se développent "capitalisation" et "privatisation" des

terres, les petits paysans étant les premiers à faire les frais d'initiatives pourtant louables. Enfin, les différents écueils de ces opérations quoique surmontables, sont dus au caractère essentiellement extérieur et étranger des initiatives : extérieur au cadre spatial (initiatives émanant de pays européens ou de la Capitale), étranger aux systèmes locaux et traditionnels".

Il est vrai que les contraintes au développement agricole du Katanga sont nombreuses. Parmi elles, certaines sont assez permanentes : ce sont des contraintes non seulement d'ordre général (le mauvais état des routes, particulièrement celles de desserte agricole, la déficience dans l'encadrement des paysans, l'insuffisance d'intrants agricoles et vétérinaires, l'inexistence de structures favorables pour l'octroi de crédits et la dégradation des conditions de vie dans les milieux ruraux) mais encore spécifiques (la prédominance du secteur minier dans le développement socio-économique de la Région, l'insuffisance et la libération tardive (voire le détournement) des fonds destinés au fonctionnement des projets agricoles, le manque d'équipements essentiels pour l'exécution de projets, etc.).

Dans l'ensemble, les efforts de développement agricole faits jusqu'à présent sont encore très limités et pourtant le Katanga a l'espace, les hommes et les richesses. Son problème réside au niveau de la mise en valeur de ses ressources et des transports. Mais, dans la dispersion actuelle de ces forces, il ne peut parvenir à se développer. Fondamentalement, il faut obtenir un changement d'attitude de la part des pouvoirs publics en tant que maître d'oeuvre et obtenir en fin de compte la collaboration de toutes les forces dont le concours est souhaitable pour le développement régional intégré.

NOTE

Cet article est extrait d'une thèse annexe de doctorat en sciences géographiques défendue à l'Université d'État de Liège en 1991.

BIBLIOGRAPHIE

- ALONI K., BUSHABU M. et TSHIBASU K., 1980. Flux de quelques produits alimentaires d'origine végétale à Lubumbashi. *Geo-Eco-Trop*, vol. 4 (1-4), 103-121.
- BEGUIN H., 1960. *La mise en valeur agricole du Sud-Est du Kasai*: INEAC, série sc., n° 68, 151 p.

- BOURGUIGNON P., STREEL M. et CALEMBERT J., 1960. *Prospection pédo-botanique des plaines supérieures de la Lufira (Haut-Katanga)*. Ed. FULREAC, Université de Liège, 111 p.
- BRUNEAU J.C. et MUKALAYI K., 1982. Les paysages urbains de Manono (Zaïre). *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n° 140, 365-374.
- BRUNEAU J.C., 1986. Quelques aspects d'appréciation du phénomène péri-urbain en Afrique tropicale : cas de Lubumbashi au Zaïre. "Variétés des espaces péri-urbains", *Actes du Séminaire d'Études du CESURB*, Bordeaux, 131-147.
- BUSHABU M.-M., 1991. *L'organisation urbaine du Shaba (Zaïre)*. Thèse de doctorat en sciences géographiques, Université de Liège, 255 p.
- BUSHABU M.-M., 1992. L'impact de l'industrie minière sur le réseau urbain actuel du Shaba (Zaïre), *Bull. Soc. Belge d'Et. Géogr.*, Vol. 61, n° 2, 447-463.
- CHAMBON R. et ALOFS M., 1958. *Le district agricole du Tanganyika*. Ministère de l'Agriculture, des forêts et de l'élevage, Bruxelles, 140 p.
- CLAAYS E. et al., 1950. Géologie du gisement de Manono. *CR du Congrès scientifique du Comité Spécial du Katanga*, Élisabethville, Vol. II.
- COURADE G. et BRUNEAU M., 1984. Développement rural et processus d'urbanisation dans le tiers-monde. *ORSTOM, Coll. Travaux et Documents*, n° 179, 15-50.
- DARCIS J., 1975. La recherche des terres à vocation agricole et leur étude au CEPSE. *Lubumbashi*, n° spécial, 133-146.
- De SAINT-MOULIN L., 1986. Les essais de modernisation de l'agriculture du Zaïre à l'époque coloniale. *ZAIRE-AFRIQUE*, n° 202, Kinshasa, 83-98.
- De SAINT-MOULIN L., 1992. Les villes et l'organisation de l'espace du Zaïre. *Bull. Séances Ac. Royale Sc. Outre-Mer*, Vol. 38, n° 3, 447-469.
- DUMOLARD P., 1975. Région et régionalisation : une approche systémique. *L'Espace Géographique*, n° 2, 1975, 93-111.

- JEWSTEWICK B., 1972. Notes sur l'histoire socio-économique du Congo (1880-1960). *Études d'Histoire Africaine*, Louvain, III, 2, 209-241.
- JONNIAUX J., 1959. Production, usages et commerce de l'huile de palme (Congo Belge). *Société d'Etudes et d'Expansion*, n° 187, Liège, 614-621.
- JURION F. et HENRY Y., 1967. *De l'agriculture itinérante à l'agriculture intensifiée*. Publications INEAC, hors série, s.l., 498 p.
- KAMBI D., 1981. *Contribution à l'étude des élevages : cas des élevages du domaine de Kaniama-Kasese*. UNAZA. Mémoire de licence en géographie, Lubumbashi, 64 p.
- KAZADI M.K., 1983. *L'impact de l'insuffisance de la farine de maïs sur la vie des populations de Lubumbashi : un corollaire du sous-développement*. UNILU. Mémoire de licence en sociologie, Lubumbashi, 96 p.
- LOOTENS-DE MUYNCK M.T. et NGANZI N., 1980. L'approvisionnement de la ville de Lubumbashi (zaïre) en poisson. *Geo-Eco-Trop*, Vol. 4, n° 1-4, 123-138.
- LOOTENS-DE MUYNCK M.T. et SOLOTSHI M., 1981. Influence de la maison sur quelques aspects démographiques d'un centre commercial de pêche : Bukama (Shaba-Zaïre) *Geo-Eco-Trop*, 1981, Vol. 5 (4), 277-285.
- LORENZ MESS L., 1981. Développement rural du Nord-Shaba. *Topic*, n° 133, 45-48.
- MAKABU K., 1989. *Comportement des radioéléments (U-Th-K) dans les formations latéritiques des environs de Lubumbashi (Shaba, Zaïre)*. Maîtrise interuniversitaire en Géologie des terrains superficiels, Université de Liège, 113 p.
- MARISSIAUX A., 1950. Notes concernant la zone agricole du Tanganika et sa position économique à l'égard du Haut-Katanga Industriel. *Comptes-rendus du Congrès Scientifique du CSK*, Bruxelles, vol. III, communication n° 98, 13-19.
- MASHINI D.M.M., 1989. Le développement rural dans les pays tropicaux. *Revue Belge de Géographie*, 113, 41-43.
- MAYEMBE S., 1977. *Histoire des centres commerciaux du Shaba de 1922 à 1959*. Mémoire de licence en histoire, UNAZA-Lubumbashi.
- MOTTULE L., 1946. *Politique sociale de l'UMHK, pour sa main-d'oeuvre indigène et ses résultats au cours des vingt années d'application*. Mémoire TRCB, Bruxelles.
- SORTIA J.R., 1978. La frontière zaïro-zambienne et ses conséquences géographiques. *Geo-Eco-Trop*, 2 (3), 391-400.
- STANER P., 1955. Les paysannats indigènes du Congo Belge et du Rwanda-Urundi. *Bull. Agricole du Congo Belge*, Vol. 46, n° 3, 467-558.

Adresse de l'auteur :
Mbengele-Ming BUSHABU
Université de Lubumbashi
Katanga, Congo